

# *Vers une renaissance de l'économie Algérienne*

## *Towards a revival of the Algerian economy*

**Yasmina MOKHTAR <sup>1</sup>\***

<sup>1</sup> Doctorante en sciences de gestion,

Laboratoire PME- Recherche et Innovation, Université de Mascara,

[yasmina.mokhtar@univ-mascara.dz](mailto:yasmina.mokhtar@univ-mascara.dz)

Reçu le: 11/05/2024

Accepté le: 14./05/2024.

Publié le: 30/06/2024

### **Résumé:**

*Avec un héritage économique et social dégradé de plusieurs décennies fondé sur l'économie de rente, qui a exclu l'élite nationale de la gouvernance à tous les niveaux et dans le contexte actuel de tensions internationales et régionales, très tendues, exacerbées par la pandémie du Covid-19 qui a provoqué un effondrement brutal des recettes pétrolières, conjugué à une dépendance accrue aux importations, l'Algérie est confrontée à un défi existentiel nécessitant la conversion des choix économiques actuels par une économie innovante et créative mobilisant toutes les forces vives et le capital humain du pays pour le remettre sur la voie du salut national.*

**Mots clés:** *innovation et créativité, économie algérienne, agriculture et industrie, attractivité des investissements, exportations.*

**Jel Classification Codes:** **O10, O11, O12, O13, O14, O31**

**Abstract:** *With a decades-old degraded economic and social legacy based on the rent economy, which has excluded the national elite from governance at all levels and in the current context of highly tense international and regional tensions, exacerbated by the Covid-19 pandemic that has caused a brutal collapse of oil revenues, coupled with increased dependence on imports, Algeria is facing an existential challenge requiring the conversion of current economic choices to an innovative and creative economy mobilizing all the country's living forces and human capital to put it back on the path of national salvation.*

**Keywords:** *innovation and creativity, Algerian economy, agriculture and industry, investment attractiveness, exports.*

**Jel Classification Codes:** **O10, O11, O12, O13, O14, O31**

**\*Auteur correspondant:** Yasmina MOKHTAR – [yasmina.mokhtar@univ-mascara.dz](mailto:yasmina.mokhtar@univ-mascara.dz)

## **1. Introduction:**

Dans son histoire ancienne et récente, l'Algérie a toujours réussi à surmonter les situations les plus extrêmes. Ce fut le cas notamment de Massinissa qui, en fin stratège militaire et en diplomate exceptionnel, a réussi, pour la première fois, au deuxième siècle avant JC. à réunir tous les territoires de la Numidie sous son trône et à la rendre prospère. Ce fut le cas également de l'Emir Abdelkader, qui en homme d'Etat génial et en excellent dans l'art de la guérilla et dans la maîtrise des subtilités de la politique, a pu tenir tête pendant près de 17 ans à la super puissance du début du 19<sup>ème</sup> siècle. Ce fut enfin le cas de toutes les résistances à l'occupation coloniales jusqu'à la guerre de libération nationale au cours de laquelle des chefs militaires, politiques ou simples djoundi, ont été les auteurs d'exploits qui ont marqué l'histoire de chaque région et chaque contrée.

Par ailleurs, le génie contre l'adversité naturelle n'a pas été du reste. Ce fut le cas des gravures rupestres du Tassili, ce patrimoine de l'humanité qui rapporte les scènes de chasse et de la nature d'il ya 90 siècles, avec une finesse et une valeur artistique exceptionnelle. Ce fut le cas également des Foggara, ce monument hydraulique, système ingénieux d'irrigation, inventé par les habitants des Oasis au 15<sup>ème</sup> siècle qui constitue une prouesse remarquable et fascinante. Enfin, la Casbah d'Alger, ce joyau architectural, également patrimoine de l'humanité, témoin de l'histoire depuis l'antiquité, ornement de la ville qui porte les marques et la richesse des différentes civilisations qui se sont succédées, est un exemple parmi d'autres, de l'envergure et de la puissance des capacités d'imagination, d'intelligence, de créativité et d'innovation à travers les âges.

## **2. Place de la créativité et de l'innovation dans l'économie algérienne**

### **2.1 Climat et conditions à réunir pour favoriser la créativité et l'innovation**

Si nos ancêtres ont été capables de vaincre l'adversaire étranger ou naturel, et de laisser leur empreinte au profit de l'humanité, leurs descendants actuels sont capables des mêmes exploits, pour autant que le climat et les conditions propices soient réunis.

Une des conditions majeures est la culture de la dignité et de l'honneur national. Cette culture vise à enraciner l'amour du pays, le patriotisme, la fierté et la jalousie nationale dans l'âme et la conscience du citoyen. De telles motivations, transforment le citoyen, d'un simple individu objet statistique en un citoyen confiant en lui-même, fier d'appartenir à sa communauté, ayant le sens du devoir envers son pays et disposé à consentir des sacrifices. D'où la nécessité de créer un climat, un environnement et une atmosphère apaisée à tous les niveaux et dans toutes les institutions et organisations, qui garantit la liberté de s'exprimer, la liberté d'initiative et la possibilité de critiquer sans ressentir de peur d'être sanctionné de sorte que, dans les faits, le citoyen sente qu'il occupe une place avec son identité propre et qu'il participe à l'émancipation de l'institution ou de l'unité économique où il se trouve, ce qui implique l'exigence de mettre fin à la marginalisation des cadres et des travailleurs honnêtes et compétents et de les réintégrer avec les honneurs dans les responsabilités qui étaient les leurs avant leur mise à l'écart. Par ailleurs, la responsabilité devrait être méritée et ne plus être accordée de façon aléatoire et subjective. Elle doit être subordonnée à des contrats de performance. Cette formule permettra, au fil du temps, de renouveler l'élite et les personnels de la gouvernance de sorte à faire du slogan « l'homme qu'il faut à la place qu'il faut » une réalité palpable et mesurable. C'est ainsi que notre génération aura l'honneur et la fierté de réaliser les rêves et les aspirations contrariées et refoulées des générations qui nous ont précédé. C'est, en fait, une dette morale envers les martyrs de la résistance et il est de notre devoir de leur prouver que nous

somme leurs dignes héritiers. Par ailleurs les algériens comme tout être humain, sont sensibles à la reconnaissance. Aussi convient-il d'instituer dans chaque institution des stimulants moraux et matériels pour récompenser les plus méritants.

## **2.2 Axes de focalisation de la créativité et des innovations**

### **2.2.1. Réduction du gaspillage**

La lutte contre le gaspillage, à tous les niveaux, doit être un axe prioritaire de la nouvelle Algérie en construction. Le gaspillage est condamnable pour des raisons morales et économiques évidentes. Elle doit mobiliser, autant le citoyen ordinaire que les institutions administratives et économiques. Le gaspillage de pain a été estimé à 50 millions de Dollars au cours d'une année. Ce montant donne un aperçu de l'hémorragie en devises. Le gaspillage peut revêtir plusieurs formes. Une forme directe comme le gaspillage d'eau ou d'énergie facile à déceler et une forme insidieuse plus difficile à démasquer. Les investissements inexploités, les mauvaises implantations d'investissements occasionnant des surcoûts et des dépenses de fonctionnement supplémentaires, les réalisations ne répondant pas à des besoins économiques et sociaux, l'abandon du matériel vétuste en état de fonctionnement pour justifier de nouvelles acquisitions, la mauvaise gestion des stocks entraînant une détérioration ou une perte d'efficacité (exemple : médicaments périmés) sont autant d'exemples de ce gaspillage inapparents qu'il faut combattre. Aussi, il incombe aux travailleurs et aux chercheurs de toutes les disciplines de débusquer les sources de gaspillage et de les irradier. Dans ce domaine, les médias et particulièrement l'audiovisuels ont un grand rôle à jouer.

### **2.2.2. Réduction des coûts d'investissement ou de fabrication de produits et des coûts des services**

Concomitamment à la mobilisation contre le gaspillage, la mobilisation devrait se concentrer également sur la façon de réduire les coûts des investissements et de fabrication des produits, en exploitant les erreurs du

passé. Pour cela, il convient impérativement de rétablir la planification centralisée et l'harmoniser avec le schéma national d'aménagement du territoire. Une fois toutes les étapes franchies et la liste des projets connue, les phases d'étude des projets qui suivent sont d'une importance capitale. A savoir le choix de la meilleure variante, les choix technologiques et économiques, la précision de l'estimation financière, l'atteinte des objectifs et des impacts recherchés et la préservation de l'environnement. Tous ces aspects devraient être décortiqués un à un et analysés en détail. Cela pourrait prendre quelques semaines à plusieurs années selon l'envergure et la complexité du projet. La contribution de la créativité et de l'innovation, ici, consiste à réaliser les projets petits et grands en conformité avec les objectifs fixés de coût, de qualité, d'emploi, de délais, de réduction de dépenses notamment en devises, du taux d'intégration à l'économie nationale et de transfert de technologies.

Pour être compétitif et offrir des produits et des services à des prix concurrentiels, la réduction des coûts doit faire partie des missions permanentes de l'entreprise. Pour les analystes en gestion et les comptables, le défi consiste à passer au scanner toutes les dépenses, à identifier toutes celles qui ont un caractère parasite et à les éliminer. Un autre défi, non moins important, se rapporte à la substitution de la matière première importée par la celle locale, tout en maintenant la qualité des produits fabriqués. En ce qui concerne l'amélioration des prestations de services publics, les pouvoirs publics sont actuellement résolument engagés dans la numérisation de l'ensemble des administrations et institutions, au grand soulagement du citoyen.

### **2.2.3. Amélioration de la productivité**

L'amélioration de la productivité est un processus qui engage l'ensemble de la population active d'un pays. En amont, au plan macroéconomique, elle est dépendante des progrès scientifiques, techniques et technologiques qui se traduisent par l'amélioration continue de la qualification professionnelle, des conditions de travail, de l'accroissement du pouvoir d'achat, de la prise en compte des avancées techniques et technologiques favorisant la

créativité et l'innovation, tout en améliorant la santé physique et mentale des employés. En aval, au niveau microéconomique, au sein de l'entreprise, l'amélioration de la productivité est essentielle et nécessite un climat agréable qui favorise les initiatives des travailleurs, développe leur motivation, et stimule leur créativité. La communication au sein de l'entreprise devrait être recherchée et encouragée. Cette communication simple, facile et régulière, devrait être dirigée dans les deux sens : le sens vertical (hiérarchie-employés) et le sens horizontal (employés-entre eux). Les grandes et moyennes entreprises possèdent leur spécifique culture de productivité. Les entreprises asiatiques et particulièrement Japonaises ont une réputation internationale dans ce domaine. Le sentiment d'appartenance à l'entreprise employeur est fort et ancré. L'identité de l'employé se confond avec celle de l'entreprise. Les liens de l'entreprise avec ses employés sont des liens quasi-familiaux, Ce qui consolide la fidélité, la confiance et la motivation envers l'employeur.

La réussite de l'entreprise est considérée et ressentie comme réussite personnelle.

La réorganisation du processus de production pourrait également entraîner une amélioration de la productivité, ce qui entraînerait une diminution du temps de fabrication des produits. Le développement des compétences professionnelles et l'amélioration technique pourraient aussi favoriser la production. L'expérience a également montrée que de petits changements techniques peuvent donner des résultats substantiels. De plus, l'informatisation des stocks peut entraîner une diminution de la productivité de l'organisation. En ce qui concerne les unités agricoles, l'augmentation des rendements est conditionnée par la fertilisation des sols, en utilisant des semences choisies et des équipements de qualité, des sources d'eau disponibles et de leur utilisation rationnelle et économique, de l'utilisation de la jachère afin de préserver la fertilité des sols, et pour le cheptel, de la sélection des races robustes, rustiques, productives et mieux adaptés au climat, ainsi qu'à l'acquisition du savoir et du savoir faire par les agriculteurs et les éleveurs. Concernant l'amélioration de la productivité des

services publics, l'État a choisi de s'engager de manière résolue dans le tout numérique. Elle aura, une fois cette noble entreprise achevée, une incidence considérable, sur la qualité et la fluidité des prestations au profit des citoyens et le délivrera définitivement des calvaires qui lui étaient imposés par la bureaucratie. De ce qui précède, les actions à entreprendre pour améliorer la productivité se situent à deux niveaux: un niveau national et un niveau local. Au niveau national, la productivité est étroitement liée aux résultats performants des systèmes d'éducation, de recherche, formation et du partage équitable des richesses. Ce qui, par conséquent, implique les pouvoirs publics à ouvrir des chantiers pour améliorer le fonctionnement de ces systèmes en y impliquant la matière grise nationale et les différents acteurs impliqués, tels que l'administration, les syndicats, et les employeurs. Nos centres de recherche et universités devront être impérativement associés à l'analyse et à la recherche de solutions. Dans le domaine professionnel, le modèle japonais devrait être une source d'inspiration pour nos chercheurs en éducation, en psychologie sociale et en sociologie afin de favoriser un modèle de motivation interne, calqué sur notre personnalité, notre culture, notre histoire, nos traditions et nos valeurs. Mettre à la disposition des entreprises un guide de motivation, à essence familiale est une voie privilégiée sur laquelle, on pourrait établir un accord entre les intérêts des employeurs, de l'État et des travailleurs. Notre élite fait face à un défi d'adaptation des recettes de management conçues pour les sociétés occidentales développées à nos valeurs et à nos réalités. Ce défi est à sa portée. Elle en a le pouvoir. Elle a besoin du vouloir.

En résumé, en diminuant le gaspillage, les coûts et en améliorant la productivité, il serait possible de générer des ressources considérables qui pourraient élargir la capacité de financement de l'économie.

### **3. Agriculture : Locomotive de renaissance économique et Industrie**

#### **3.1. Agriculture : fer de relance économique**

La crise multidimensionnelle générée par la pandémie du Covid-19 a mis à nu la vulnérabilité de l'économie du pays basée sur la rente pétrolière et les importations. Elle lui impose de procéder, dans l'urgence, à une révision

déchirante de ses choix économiques. Dans ces conditions, particulièrement contraignantes, le secteur agricole devrait reprendre naturellement ses droits, c'est-à-dire, sa place et son rôle de moteur de la relance économique. L'Algérie a, de tout temps, eu la réputation d'être un grand pays agricole, en raison de l'amour de ses habitants pour la terre et de leur savoir faire. Dans l'empire romain les terres algériennes approvisionnaient l'Europe en céréales, ce qui leur a valu l'appellation de grenier de l'Europe. Plus récemment, lors de la résistance à l'occupation, l'Emir Abdelkader se procurait les armes en échange des céréales. A cette époque, en plus d'être autosuffisant, le pays dégageait des surplus pour le commerce avec l'étranger. Par la suite, l'empire colonial a tiré sa prospérité des ressources de la terre et de l'exploitation de ses habitants. C'est donc tout à fait normal que l'agriculture redevienne la locomotive de l'économie nationale. Toutefois, pour jouer convenablement son rôle, le secteur doit relever des défis titanesques. En premier lieu, il doit assurer la sécurité alimentaire, particulièrement pour les céréales et le lait, aliments de base de la population. Il faut savoir qu'en moments de la pandémie du Covid-19, les pays développés se sont recroquevillés sur eux même, et utilisent l'arme alimentaire comme une arme de guerre. Aussi, dans ces circonstances, le pays est mis dans l'obligation absolue de trouver une solution endogène aux déficits, par ces deux denrées vitales. La mobilisation de toutes les capacités et de tout le capital humain est donc requise pour atteindre cet objectif dans les plus brefs délais. En second lieu, il est nécessaire que l'industrie agricole assure la fourniture adéquate de viande, de produits stratégiques, d'oignons, de pommes de terre et de fruits et légumes, à des prix abordables, afin de préserver le pouvoir d'achat.

En troisième lieu, Il est également demandé au secteur de générer des excédents afin de nourrir l'industrie agro-alimentaire et de les exporter.

Pour assurer toutes ces missions le secteur agricole est tenu de:

- augmenter les surfaces, en particulier pour les céréales,
- accroître la conservation des céréales en recourant, au besoin, à la méthode du Prophète Youssef de garder le grain dans son épi,

- gérer efficacement et rigoureusement le stock des céréales pour réduire les pertes,
- étendre les installations hydrauliques et les systèmes d'irrigation,
- vulgariser les techniques d'irrigation économique de l'eau et assurer la disponibilité en énergie,
- développer le cheptel bovin, ovin, caprin et camelin pour couvrir les besoins, à brèves échéances, en lait et ses dérivés en viande ainsi que les fermes marines en vue de l'exportation,
- dans le sud, développer les palmeraies existantes et réaliser de nouvelles palmeraies,
- accroître les plantations d'oliviers pour la production d'olive et d'huile d'olive.

Dans la perspective de l'exportation, encourager l'agriculture écologique en veillant strictement à l'utilisation des fertilisants naturels, à la transparence et à la traçabilité des produits. C'est un créneau qui a de fortes chances de faire une percée à l'extérieur, vu l'intérêt que le consommateur européen porte au produits bio. Dans son rôle d'avant-garde, le secteur agricole nécessite un soutien ciblé constant et conséquent. Outre les subventions et des encouragements déjà octroyés, la mobilisation de toutes les structures de recherche et d'expérimentation du pays doivent être mises au service de l'agriculture. L'état d'urgence économique dans laquelle nous nous trouvons, dicte à nos chercheurs provenant de tous les domaines de sortir de la monotonie et de la routine et de se rassembler dans un élan patriotique en une armée verte forte et capable d'assurer la sauvegarde économique et l'honneur du pays.

### **3.2. Industrie**

Il convient de rappeler brièvement que la décennie 1966-79, par le recours à des investissements massifs et croissants, malgré les erreurs et les déboires dues à l'inexpérience, l'Etat a réussi à édifier une base industrielle publique solide, diversifiée, tournée vers le marché intérieur et assez bien répartie spatialement, Ce qui a entraîné la création de plusieurs centaines de milliers d'emplois et la formation de milliers de techniciens de haute qualité et

cadres. Cette fondation a été bâtie par la mise en place de grands ensembles industriels pilotés par des sociétés algériennes, ce qui leur a donné la possibilité de faire des économies d'échelles et de se présenter en position de force et en ordre serré, sur le marché international, pour s'approvisionner en matières premières à des prix avantageux. Au début des années 1980, les tenants de l'économie libérale, sous le prétexte que les grands ensembles étaient devenus ingérables, par leur taille, ont réussi à imposer des réformes qui avaient pour objectif de créer un secteur privé national autonome ou associé à l'Etat. C'est ainsi qu'a commencé la désindustrialisation menée en différentes phases et qui s'est étalée sur une période de deux décennies : La restructuration, l'autonomie de gestion, la délégalation de la gestion aux fonds de participation, les holdings et enfin la recentralisation de la décision de gestion à la tutelle surviennent en 2000. Cette désindustrialisation mal préparée et mal gérée n'a pas donné les résultats escomptés à savoir la promotion d'un secteur privé national avec une doctrine et une morale. Elle a de plus engloutie des sommes faramineuses dans des opérations d'assainissement financier, sans que toutes ces dépenses réalisées au détriment de la collectivité nationale ne soient parvenues à redresser les entreprises concernées. Le libéralisme algérien dévoyé, débridé et immature aspire toujours, à prendre les commandes de l'économie. Un aperçu sur la situation du secteur privé national, donne une idée sur son importance et sa composante. Les statistiques de l'ONS de 2016 recensent 1 022 231 entreprises privées. Sur cet effectif, le pourcentage des entreprises qui emploient 10 et 49 employés est de 2.57%, celles entre 50 et 249 employés de 0.31%, alors que celles qui emploient plus de 250 employés ne sont qu'au nombre d'une dizaine. La quasi-totalité, donc, des entreprises sont de très petites tailles, ou de petites tailles. Ces statistiques indiquent également que le quota de la valeur ajoutée du secteur s'élevait à 93.3% dans le domaine de l'agriculture, de la pêche, de la sylviculture ; 79.2% dans celui de la chimie, plastic, caoutchouc ; 87.51% dans celui de l'agroalimentaire, 83.1 % dans celui des BTH, 86.48% dans celui des textiles et cuir, 82.9% dans celui des transports, 50.2% dans celui du bois,

liège et papier. Cette part n'était par contre, que de 10% seulement dans les hydrocarbures, proche de 18% dans les carrières et mines et environ 7% dans les ISMMS. Ces chiffres mettent en évidence la fragilité et la précarité de la composante humaine qui est dans sa large majorité constituée par des individus cherchant à gagner leur vie au quotidien et orientés dans des activités essentiellement de service sans aucun lien avec l'environnement industriel. Quand au poids que le secteur représente dans la production de richesses, les chiffres ci-dessus montrent qu'il reste encore bien loin d'être significatif et de représenter une force sur laquelle le pays peut compter. Pour quelques de grandes entreprises de plus de 250 employés, l'actualité récente a dévoilé, pour certains d'entr'eux, les dessous de leur ascension fulgurante et Des sommes importantes en dinars et en devises accumulées en collaboration et en complicité avec des dirigeants frauduleux et corrompus placés au sommet de l'Etat, tout en mettant le pays en exsangue. D'autre part, les lobbies de l'import, organisés en réseaux très puissants impliquant des responsables de la haute sphère et des relais à l'extérieur, comme l'ont rapporté les médias, ont à leur tour, par divers moyens : fraudes, fausses déclarations, surfacturations, etc.... accentué l'hémorragie en devise et mis un frein, pendant une longue période, à la production nationale. En conséquence, le secteur privé, dans son état actuel ne semble pas être en mesure, à court terme, à se constituer en une force capable de s'inscrire dans le cadre du développement durable du pays. Par contre, toutes les attentes sont orientées à l'endroit du secteur industriel public pour soutenir le secteur agricole.

Les capitaines aux commandes de l'industrie publique nationale en synergie avec notre intelligentsia nationale interne ou expatriée réunie dans une forme d'organisation, à mettre en place, dans de brefs délais, auront à s'investir dans les domaines, qui ne sont pas exhaustifs suivants :

- développement de la fabrication des machines et de l'équipement agricole,
- amélioration des compétences en matière de production d'équipements d'irrigation économiques,
- expansion de la fabrication locale de fertilisants et de produits phytosanitaires,

- extension des possibilités de transformation des déchets agricoles de légumes et fruits,
- développement et encouragement de l'industrie pharmaceutique vétérinaire pour limiter l'importation,
- développer la filière des aliments de bétail en exploitant la matière première locale,
- fabrication de drones en collaboration avec l'industrie militaire, pour les besoins de l'épandage aérien et pour divers usages agricoles,
- mobilisation de toutes les potentialités humaines pour l'amélioration du niveau d'intégration à l'économie nationale.
- mobilisation pour l'acquisition et le transfert des technologies hautement avancées,
- généralisation des technologies numériques appliquées à la production et à la gestion,
- subvention et incitation fiscales pour les start-up, ainsi que pour les investissements, peu capitalistiques, prioritaires.

#### **4. Développement des exportations, et attractivité des investissements**

##### **4.1. Développement des exportations**

Selon Boudedja, K., KadiI, M., H Benamirouche, H. et autres, (2020), Il est temps de réfléchir à l'avenir de l'économie algérienne et de mettre en place des stratégies pour réduire les conséquences de la dépendance aux hydrocarbures sur la stabilité sociale et la durabilité économique du pays. Le développement des exportations, à mon avis, est confronté à des facteurs endogènes et exogènes. Les facteurs exogènes sont relatifs à la position de monopole occupée par des multinationales aux ramifications tentaculaires qui découragent tout nouveau venu sur le marché. Les facteurs endogènes concernent, avant tout, la capacité d'un pays à offrir des produits à des prix compétitifs, de qualité constante, en quantité voulue, à respecter le cahier de charge relatif à la périodicité des commandes, les délais, ainsi que les normes de contrôle sanitaires ou techniques du pays importateur. Le pays candidat à l'exportation doit disposer d'une organisation avec tous ses

prolongements, pour lui permettre de superviser toutes les étapes d'exportation et d'assurer la traçabilité des produits depuis la plantation ou l'usine jusqu'à sa livraison. Notre pays doit s'attacher à mettre en place une telle organisation. Les exportations actuelles de dattes constituent, pour lui, une opportunité pour créer les circuits, les relais et les réseaux indispensables pour assurer la pérennité des exportations, la fidélité des clients et enfin roder cette organisation et la fortifier. En revanche et à court et moyen terme, le troc paraît mieux indiqué pour placer nos produits à l'étranger. Il représente le meilleur moyen de préserver la balance de paiement, en particulier dans des situations de chute des recettes en devises comme celle que connaît l'Algérie. Dans le cadre d'accords bilatéraux, notre pays pourrait proposer des échanges de produits compensés à des partenaires intéressés, échanges mutuellement avantageux. Les pays africains, la Russie, les pays européens de l'ex URSS, pourraient être intéressés par ce type de partenariat. Dans la conjoncture actuelle, le troc offre un débouché certain à nos produits et pourrait, à terme, se convertir en opérations d'exportation, une fois le label algérien connu et apprécié. En règle générale, il est essentiel que les opérations d'exportation soient accompagnées par la qualité et la rapidité des services bancaires, l'efficacité et la diligence des services douaniers et fiscaux, ainsi que la rigueur à tous les niveaux des services de traitement. Il est essentiel de mettre à jour tous ces services afin de répondre aux exigences de ce genre d'opération.

#### **4.2. Attractivité des investissements**

Il y a un accord général (consensus) sur les facteurs externes qui influencent la décision de localisation des entreprises multinationales (Globerman et Shapiro 1999). En général, les caractéristiques suivantes attirent les investissements directs : la stabilité politique, la stabilité économique, la présence et la taille du marché, la libéralisation des politiques commerciales, l'état des institutions et des infrastructures. (Karray et Toumi, 2007). Si ces facteurs essentiels ne sont pas présents, cela pourrait dissuader l'entreprise internationale d'investir, car le risque du projet serait considérable. Cependant, malgré l'importance de ces facteurs économiques, d'autres éléments sont pris en considération. Ce sont ceux qui sont liés à la gouvernance dans les pays d'accueil, tels que la lutte contre la corruption

et l'amélioration des cadres politiques et réglementaires. Afin d'améliorer le climat d'investissement, il est donc essentiel que les autorités publiques des pays d'accueil prennent des mesures efficaces : combattre la recherche de rente, établir la crédibilité et maintenir la persistance des réformes. Par conséquent, la démarche à suivre par les autorités publiques pour améliorer l'attrait de l'investissement doit inclure trois étapes essentielles : tout d'abord, il est nécessaire de prévoir la mise en œuvre des éléments spécifiques à la localisation de l'entreprise qui lui permettront d'investir, de créer des emplois et de développer ses activités. Par la suite, il est nécessaire que les autorités publiques prennent d'autres mesures pour combattre la corruption ou d'autres formes de rente qui entraînent des coûts supplémentaires et des distorsions dans les politiques, ainsi que pour renforcer la crédibilité de la puissance publique, afin de rassurer les entreprises et les inciter à investir. Finalement, améliorer le climat d'investissement est un processus continu plutôt qu'une action occasionnelle. L'Algérie est totalement et résolument engagée, pour la première fois de son histoire, contre la corruption, dans toutes les sphères et à tous les niveaux. Par ailleurs, la loi de finance 2020 introduit des modifications très attractives pour les investisseurs étrangers. Pour les secteurs non stratégiques la règle des 49/51 est modifiée et portée à 51/49. De plus, l'investisseur n'est plus tenu de s'associer avec un partenaire algérien. Cependant pour autant que ces mesures soient encourageantes, il n'en demeure pas moins, que pour attirer un flux d'investissements, d'autres mesures sont indispensables, comme l'amélioration de la réglementation des échanges et des modalités de transfert des entreprises étrangères qui opèrent dans le pays.

## 5. Conclusion:

La restauration de la confiance dans l'élite nationale, une élite sûre d'elle-même et conciliée avec l'histoire, les valeurs et les traditions de son peuple, est de nature à mobiliser toutes les capacités et libérer toutes les énergies conduisant à des solutions inédites aux questions économiques, sociales et financières du moment. Cette finalité est subordonnée à la création d'un climat de liberté, de respect mutuel, d'encouragement d'initiatives et de stimulants moraux et matériels. Enfin, les compétences algériennes installées à l'étranger qui nécessitent des formes de coopération à trouver et à mettre en place, constituent un gisement, en or, à exploiter.

## 6. références :

- Ainas, Y., Ouarem, N. & Souam, S. (2012).** Les hydrocarbures : atout ou frein pour le développement de l'Algérie ?. *Revue Tiers Monde*, 210(2), 69-88.
- Boukhaia-Hassane, R. & Talahite, F. (2008).** Marché du travail, régulation et croissance économique en Algérie. *Revue Tiers Monde*, 194(2), 413-437.
- Bouyacoub, A. (2012).** Quel développement économique depuis 50 ans ?. *Confluences Méditerranée*, 81(2), 83-102.
- Bozarlan, H. & Schmid, L. (2019).** Algérie : sortir des années noires: Introduction. *Esprit*, juin(6), 35-40.
- Debonneuil, M. & Encaoua, D. (2014).** Innovations contemporaines : contre-performances ou étape transitoire ?. *Revue française d'économie*, volume xxix(2), 43-101.
- Douiry, C., Meir, O. (2013).** Culture et éthique regard sur le Japon et les grandes entreprises Japonaises
- Ferfera, Y. & Khelif, F. (2019).** L'économie algérienne en réformes. Planification, décentralisation et aménagement du territoire : des leçons du passé aux espoirs d'avenir. *Mondes en développement*, 187(3), 161-162
- Gauthier, O. (2004).** Institutions, innovation et croissance économique. Dans : Dimitri Uzunidis éd., *L'innovation et l'économie contemporaine: Espaces cognitifs et territoriaux* (pp. 45-62).
- Guellec, D. (2017).** I. Les activités d'innovation dans l'économie. Dans : Dominique Guellec éd., *Économie de l'innovation* (pp. 9-24). Paris: La Découverte.
- Le Bas, C. (2017).** L'innovation soutenable : un enrichissement des études sur l'innovation. *Revue d'économie industrielle*, 159(3), 9-20.
- Noguès, H. (2006).** 1. De l'innovation économique à la transformation sociale. Dans : Jean-Noël Chopart éd., *Les dynamiques de l'économie sociale et solidaire* (pp. 51-79). Paris: La Découverte.

**Martin, A. (2019).** L'Algérie, malade de son pétrole. *Alternatives Économiques*, 389(4), 51-51.

**Paulré, B. (2016).** L'innovation en économie : l'histoire d'un désenchantement. *Quaderni*, 90(2), 41-54.

**Pesqueux, Y. & Tyberghein, J. (2010).** L'école japonaise d'organisation. *Innovations*, 31(1), 11-31.

**Talahite, F. & Hammadache, A. (2010).** L'économie algérienne d'une crise à l'autre. *Maghreb - Machrek*, 206(4), 99-123.

**Uzunidis, D. (2015).** Cycles et renouveau économique : le mythe de l'innovation. *Marché et organisations*, 23(2), 77-97.